Département de Seine-et-Marne
Arrondissement de Provins
Commune de GOUAIX

**PROCES-VERBAL
DE LA SEANCE DU 26 JANVIER 2017**

L'an deux mille dix-sept, le jeudi 26 janvier à 20h00,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie de GOUAIX, en séance publique, sous la présidence de Madame Françoise CHANTRAIT, 1^{ère} Adjointe.

Etaient présents : Mmes et MM. CHANTRAIT Françoise, BOUCHARIN Philippe, VERRIER Laure, GRIFFE Joël, MAZANKINE Ana, COURTOIS Dominique, TAUSTE Pedro, VOISIN Christine, ROUSSEL Michel, PHELIPPEAU Stéphane,
Formant la majorité des membres en exercice.

Ont donné pouvoir : M. FENOT Jean-Paul à Mme VERRIER Laure, M. IDRISOU Razak à Mme CHANTRAIT Françoise.

Absent(s) : Mmes VOISIN Sandrine et LEONARD Hélène, M. LAMOTHE Frédéric

Secrétaire de séance : M. TAUSTE Pedro

Date de convocation : 20/01/2017

Date d'affichage : 30/01/2017

Nombre de conseillers : 15

En exercice : 15

Présents : 10

Votants : 12

ORDRE DU JOUR :

- Vente du chemin rural dit de l'Oratoire
- Demande de subvention au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)
- Prise en charge des dépenses d'investissement avant le du budget 2017
- Renouvellement du parc informatique du secrétariat
- Isolation thermique des bâtiments communaux : adhésion au groupement de commandes « Cit'Isol »
- Modification des statuts de la Communauté de Communes Bassée-Montois
- Rapport d'activité 2015 du SPANC (Service d'assainissement non collectif)

Avant d'aborder l'ordre du jour, la 1^{ère} Adjointe informe le conseil municipal que Monsieur le Maire arrivera certainement en cours de séance, car il participe actuellement à une réunion du S.M.E.P. du Grand Provinois.

Procès-verbal du 24 novembre 2016

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

I - Vente du chemin rural dit de l'Oratoire

Délibération n° 77208170101

Vu le code rural, et notamment son article L. 161-10 ;

Vu le décret n° 76-921 du 8 octobre 1976 fixant les modalités de l'enquête publique préalable à l'aliénation, à l'ouverture, au redressement et à la fixation de la largeur des chemins ruraux, et notamment son article 3 ;

Vu le code de la voirie routière, et notamment ses articles R. 141-4 à R. 141-10 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 2241-1 ;

Vu la délibération en date du 25 mai 2016, décidant de lancer la procédure de cession prévue par l'article L. 161-10 du code rural ;

Vu l'arrêté municipal en date du 10 juin 2016, ordonnant l'ouverture d'une enquête publique concernant le présent projet ;

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 2 au 16 juillet 2016 ;

Vu la délibération en date du 9 août 2016, décidant d'approuver l'aliénation du chemin rural dit de l'Oratoire, objet de la présente procédure ;

Vu l'avis du service des domaines en date du 20 avril 2016 ;

Vu les réponses apportées par les propriétaires riverains à la mise en demeure d'acquiescer en date du 11 août 2016 ;

Considérant que le Service des domaines a estimé la valeur du chemin de l'Oratoire cadastré en section ZI sur le territoire de la commune de Gouaix, à 6 € le mètre carré ;

Considérant la mise en œuvre du droit de préemption par :

- Monsieur BONY Christophe et Mademoiselle BROCHE Sophie
Domiciliés à Gouaix (77114) 5, impasse de l'Oratoire
- Monsieur GUTIERREZ ORTEGA Jean-Louis
Domicilié à Gouaix (77114) 7, impasse de l'Oratoire
- Monsieur et Madame NJOFANG NDANTCHA Jean
Domiciliés à Gouaix (77114) 9, impasse de l'Oratoire

propriétaires riverains du chemin rural et compte tenu de leur offre d'achat de 14,10 €/m² ;

Considérant l'absence de réponse de la part de Madame AVODANOU Tatiana, propriétaire riveraine dudit chemin rural, mais l'existence d'une offre faite par la Société GAIA TERRE A VIVRE domiciliée à CESSON (77240) Parc d'Activités Jean Monnet 580, impasse de l'Epinet Vert Saint Denis ;

Considérant l'absence de mise en œuvre du droit de préemption par les autres propriétaires riverains ;

Vu le plan de division du chemin de l'Oratoire établi par Monsieur Philippe DELASSUS, Géomètre-Expert ;

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal à l'unanimité :

- **DECIDE** de fixer le prix de vente du mètre carré à 14 euros, soit un prix total de 4 774 euros ;
- **DECIDE** la vente du chemin rural de l'Oratoire au prix susvisé, à :
 - Monsieur BONY Christophe et Mademoiselle BROCHE Sophie, une parcelle de 123 m², soit au prix de 1 722 euros,
 - Monsieur GUTIERREZ ORTEGA Jean-Louis, une parcelle de 86 m², soit au prix de 1 204 euros,
 - Monsieur et Madame NJOFANG NDANTCHA Jean, une parcelle de 84 m², soit au prix de 1 176 euros,
 - Société GAIA, une parcelle de 48 m², soit au prix de 672 euros ;
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous documents afférents au présent projet ;
- **DIT** que les frais, droits et honoraires occasionnés par cette opération seront à la charge des acheteurs.

Les membres du conseil souhaitent savoir si les frais de bornage sont à la charge de la commune ou des acheteurs.

II - Dotation d'équipement des territoires ruraux 2017 : demande de subvention pour le renforcement du réseau de défense incendie

Madame CHANTRAIT précise que le Maire souhaitait présenter deux dossiers :

- La 2^{ème} tranche du renforcement du réseau de défense incendie (dossier présenté l'année dernière, mais rejeté)
- L'accessibilité de la voirie (passages piétonniers) ;

Cependant, pour cette 2^{ème} opération l'ensemble des travaux à réaliser, n'a pas encore été évalué.

La date limite pour déposer les dossiers à la sous-préfecture étant le 31 janvier, la 1^{ère} adjointe propose donc de solliciter une subvention uniquement pour la défense incendie, sachant que cette opération avait déjà fait l'objet d'une demande de subvention au titre de le DETR en 2016, mais celle-ci avait été refusée.

Une demande de subvention au titre du FER sera sollicitée pour les travaux d'accessibilité.

Délibération n° 77208170102

Vu la loi n° 96-241 du 26 mars 1996 portant diverses dispositions relatives aux concours financiers de l'Etat aux collectivités territoriales et aux mécanismes de solidarité financière entre collectivités territoriales,

Vu l'article L.2334-33 du Code Général des Collectivités Territoriale,

La 1^{ère} Adjointe soumet, à l'approbation du conseil municipal, le projet de renforcement du réseau de défense incendie dans la ruelle Billon et le chemin du Cours aux Piats, afin que les habitations de ce secteur soient couvertes. Le montant estimatif des travaux s'élève à 102 824,09 € HT soit 123 388,91 € TTC.

Le plan de financement prévisionnel pourrait s'établir comme suit :

- Etat (DETR) : 82 259,27 €, soit 80 % du montant HT
- Autofinancement : 41 129,64 € (TVA comprise)

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité :

- ADOPTE le projet de renforcement du réseau de défense incendie, comme indiqué ci-dessus, pour un montant HT de 102 824,09 €,
- APPROUVE le plan de financement prévisionnel tel qu'indiqué ci-dessus,
- SOLLICITE une subvention de l'Etat de 82 259,27 € au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux 2076.

III - Prise en charge des dépenses d'investissement avant le vote du budget primitif 2017 (Dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent)

Délibération n° 77208170103

Préalablement au vote du budget primitif 2017, la commune ne peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement que dans la limite des restes à réaliser de l'exercice 2016.

Afin de faciliter la gestion des opérations d'investissement au cours du 1^{er} trimestre 2017, ou de pouvoir faire face à une dépense d'investissement imprévue ou urgente, le conseil municipal peut, en vertu de l'article L 1612-1 du code général des collectivités territoriales, autoriser le Maire à mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits inscrits au budget 2016.

A savoir :

- Chapitre 20 :
 - Compte 2041581 – Biens mobiliers, matériel et études : 1 000 € (borne de recharge pour véhicules électriques)
 - 2051 – Concessions et droits similaires : 3 000 € (logiciels)
- Chapitre 21 :
 - Compte 2113 – Terrains aménagés autres que voirie : 1 500 € (dalle à l'extérieur du foyer rural pour pose d'un portail)
 - Compte 2135 – Installations générales, agencements, aménagements des constructions : 28 000 € (chaudières école élémentaires)
 - Compte 2138 – Autres constructions : 10 000 € (travaux extérieurs du restaurant scolaire)
 - Compte 2151 – Réseaux de voirie : 5 000 € (réfection rue de la Vigneronne)

- Compte 2183 – Matériel informatique : 11 700 € (renouvellement parc informatique du secrétariat)
- Compte 2184 – Mobilier : 2 000 € (complément mobilier restaurant scolaire)

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- DECIDE d'autoriser Monsieur le Maire à mandater les dépenses d'investissement 2017 dans la limite des crédits repris ci-dessus, et ce avant le vote du budget 2017.
- DIT que ces crédits seront inscrits au budget primitif 2017.

IV - Renouvellement du parc informatique de la mairie

Vu la proposition commerciale s'élevant à 11 632,56 €, présentée par l'entreprise BERGER LEVRAULT, prestataire informatique de la commune, pour le renouvellement du parc informatique de la mairie,

Entendu l'exposé de la 1^{ère} Adjointe,

Considérant qu'il y a lieu de remplacer le matériel informatique du secrétariat de la mairie,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ACCEPTE la proposition de la société BERGER LEVRAULT pour le renouvellement du parc informatique de la mairie, dont le coût s'élève à 11 632,56 € TTC.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite proposition.

V - Groupement de commandes « CIT'ISOL »

Délibération n° 77208170105

Considérant que le SDESM propose de coordonner un groupement de commandes d'isolation thermique des combles en Seine-et-Marne,

- **Vu** le code des marchés publics et son article 8 VII,
- **Vu** le code général des collectivités territoriales,
- **Vu** la délibération n° 2016-72 du 6 décembre 2016 du comité syndical du SDESM,
- **Vu** l'acte constitutif du groupement de commandes ci-joint en annexe,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **ACCEPTE** les termes de l'acte constitutif du groupement de commandes Cit'Isol annexé à la présente délibération,
- **AUTORISE** l'adhésion de la commune de GOUAIX au groupement d'achat Cit'Isol,
- **AUTORISE** le représentant du SDESM à signer les marchés et/ou accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement et ce sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses sont inscrites au budget.

Entrée en séance de Monsieur le Maire à 20H45.

VI - Modification des statuts de la Communauté de Communes Bassée-Montois

Monsieur le Maire apporte les informations suivantes :

- La Communauté de Communes envisage d'organiser différentes activités qui se dérouleront dans les centres de loisirs communaux.
- Une partie de l'ancien supermarché ATAC est en cours d'acquisition par les vétérinaires de Bray-sur-Seine.
- Un bâtiment sera construit derrière la mairie de Bray pour accueillir le siège administratif de la Communauté de Communes et la maison de la santé.

Madame CHANTRAIT tient à signaler que la construction de ce bâtiment représente une dépense considérable.

Madame COURTOIS fait remarquer qu'un bâtiment est réservé aux professionnels de santé, mais qu'en est-il de l'implantation d'une maison de santé à Gouaix ?

Monsieur le Maire répond que ce projet date du contrat C 3D, le pôle santé était prévu à Bray. La maison médicale à Gouaix est un projet communal et non intercommunal.

Par ailleurs, Monsieur le Maire présente la démarche « Atelier des Territoires ». Cette démarche, portée par le ministère du logement et de l'habitat durable, s'appuie sur les valeurs du territoire, ses spécificités et les projets en cours, plutôt que sur les contraintes réglementaires. Sur l'ensemble des candidatures reçues au niveau national, 4 candidatures ont été retenues dont celle de la Communauté de Communes Bassée-Montois. Trois réunions ont déjà eu lieu, parmi les thèmes évoqués le problème des transports a été signalé.

Monsieur PHELIPPEAU tient à dire qu'il y a effectivement un réel problème de transport sur le secteur, et fait part de son vif mécontentement à ce sujet. Le stationnement dans le nouveau parking ainsi que dans les rues de Longueville sera payant ; il faudra donc payer pour aller travailler. Les moyens de transport sont insuffisants par rapport au nombre de nouveaux habitants.

Le bus Gouaix/Provins met une heure pour faire le trajet.

Madame CHANTRAIT précise, cependant, qu'en Ile-de-France une taxe a été instituée sur le prix de l'essence depuis le 1^{er} janvier 2017, censément pour améliorer les transports.

Délibération n° 77208170106

- Vu la loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) ;
- Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la république (NOTRe) ;
- Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment les articles L5211-17 et L5211-20,
- Vu la circulaire préfectorale DRCL-BCCCL-2016 N°1 ;
- Vu les statuts de la Communauté de Communes Bassée Montois entérinés par arrêtés préfectoraux 2014/DCRL/BCCCL/106 du 6 novembre 2014 et 2016/DRCL/BCCCL/53 du 6 juin 2016,

Considérant que la loi NOTRe prescrit à partir du 1^{er} janvier 2017 des transferts de compétence, de façon échelonnée, des communes vers les communautés de communes. C'est le cas de la compétence « promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme ». La loi NOTRe impose à tout EPCI existant la réécriture des compétences obligatoires conformément à la rédaction imposée par le CGCT. Elle a aussi supprimé la référence à un intérêt communautaire pour certaines de ces compétences obligatoires.

Considérant que les compétences optionnelles sont au nombre de trois au minimum et à choisir parmi les sept suivantes : « protection et mise en valeur de l'environnement », « politique du logement et du cadre de vie », « politique de la ville », « création, aménagement et entretien de la voirie », « construction , entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire », « action sociale d'intérêt communautaire », « création et gestion de maisons de services au public » ;

Considérant que les compétences optionnelles ont été fixées par délibérations concordantes de la Communauté de Communes Bassée Montois, de ses communes-membres et par arrêté préfectoral 2014/DCRL/BCCCL/106 du 6 novembre 2014, mais qu'elles doivent être précisées ;

Il est proposé au conseil municipal d'approuver la réécriture suivante des statuts communautaires :

- **ARTICLE I – CONSTITUTION –DENOMINATION**

En application des articles L. 5214-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est constitué entre les Communes de :

BABY, BALLOY, BAZOCHES-LES-BRAY, BRAY-SUR-SEINE, CESSOY-EN-MONTOIS, CHALMAISON, CHATENAY-SUR-SEINE, COUTENCON, DONNEMARIE-DONTILLY, EGLIGNY, EVERLY, FONTAINE-FOURCHES, GOUAIX, GRAVON, GRISY-SUR-SEINE, GURCY-LE-CHATEL, HERME, JAULNES, JUTIGNY,MONS-EN-MONTOIS, LA TOMBE, LIZINES, LUISETAINES, MEIGNEUX, MONTIGNY-LE-GUESDIER, MONTIGNY-LENCOUP, MOUSSEAUX-LES-BRAY, MOUY-SUR-SEINE, NOYEN-SUR-SEINE, LES ORMES-SUR-VOULZIE, PAROY, PASSY-SUR-SEINE, SAINT-SAUVEUR-LES-BRAY, SAVINS, SIGY, SOGNOLLES-EN-MONTOIS, THENISY, VILLENAUXE-LA-PETITE, VILLEVEUVE-LES-BORDES, VILLIERS-SUR-SEINE, VILLUIS, VIMPELLES

Une Communauté de Communes qui est dénommée COMMUNAUTE DE COMMUNES BASSEE MONTOIS.

- **ARTICLE II - SIEGE**

Le siège de la Communauté de Communes est fixé en mairie de DONNEMARIE-DONTILLY-77520

- **ARTICLE III – DUREE**

La Communauté de Communes est créée pour une durée illimitée.

- **ARTICLE IV – OBJET**

Conformément à l'article L.5214-23-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Communauté de Communes exerce en lieu et place des Communes membres, pour la conduite des opérations d'intérêt communautaire, les compétences définies à l'article suivant.

- **ARTICLE V – COMPETENCES**

COMPETENCES OBLIGATOIRES

1. AMENAGEMENT DE L'ESPACE pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire
 - Elaboration, approbation et suivi de plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;
 - Schéma de Cohérence Territoriale (S.C.O.T) et Schéma de secteur.
2. DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 du Code Général des Collectivités Territoriales
 - Création, aménagement, entretien et gestion des Zones d'Activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire
 - Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
 - Promotion du tourisme dont la création d'offices de tourisme
3. AMENAGEMENT, ENTRETIEN ET GESTION DES AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE
4. COLLECTE ET TRATEMENT DES DECHETS DES MENAGES ET DECHETS ASSIMILES

COMPETENCES OPTIONNELLES

5. PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT, SOUTIEN AUX ACTIONS DE MAITRISE DE LA DEMANDE D'ENERGIE
 - Participation à la Préservation des espaces naturels d'intérêt communautaire.
Sont d'intérêt communautaire les sites Natura 2000 SIC FR 1100798 « Bassée » et ZPS 1112002 « Bassée et de ses plaines adjacentes ».
 - Contrôle, réhabilitation et entretien des systèmes d'assainissement non collectif
6. POLITIQUE DU LOGEMENT ET DU CADRE DE VIE
 - Politique du logement social d'intérêt communautaire en faveur du logement des personnes âgées et/ou handicapées, dans le cadre de partenariats avec les institutionnels et privés.
 - Sont d'intérêt communautaire la réflexion, le développement et la coordination de l'offre de logement.
7. EQUIPEMENTS CULTURELS, SPORTIFS
 - Construction, entretien et gestion d'équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire et d'équipements de l'enseignement préélémentaire et élémentaire d'intérêt communautaire.
Sont d'intérêt communautaire :
 - Le gymnase communautaire à Gouaix,
 - Les équipements sportifs au lieu-dit « La Prairie Saint-Martin » à Donnemarie-Dontilly,
 - La salle polyvalente à Fontaine-Fourches,
 - Le cinéma « Le Renaissance » à Bray-sur-Seine,

- Le musée du Montois à Luisetaines,
- Le centre culturel installé dans l'église désacralisée Saint-Pierre Saint-Paul de Dontilly,
- Le gymnase, les vestiaires modulaires et le plateau d'évolution « du Val de Seine » à Bray-sur-Seine.

8. ACTION SOCIALE D'INTERET COMMUNAUTAIRE

Sont d'intérêt communautaire les actions suivantes :

- Petite enfance (0 à 3 ans), pour répondre au besoin des familles en modes d'accueil de jeunes enfants. Elle assure à ce titre :
 - Gestion et animation des relais Assistantes Maternelles
 - Construction, entretien et gestion de structures d'accueil collectif,
- Organisation et gestion des actions d'animation durant les congés scolaire (Dès 3 ans) :
 - Mini-stages à thèmes,
 - Séjours de vacances,
- Lutte contre l'exclusion sociale :
 - Adhésion à la Mission Locale du provinois,
 - Soutien aux actions d'insertion par l'activité économique des personnes en difficulté.

COMPETENCES FACULTATIVES

9. CREATION ET AMENAGEMENT DES ZAC D'INTERET COMMUNAUTAIRE

A ce titre, l'intérêt communautaire recouvre :

- ◆ Les opérations à venir d'une surface supérieure à 5 hectares s'inscrivant spatialement sur une ou plusieurs communes.

10. INSTITUTION DE RESERVES FONCIERES

En vue de projets d'intérêt communautaire.

11. CONSTRUCTION, ENTRETIEN ET GESTION D'EQUIPEMENTS INTERESSANT L'ENSEMBLE DE LA POPULATION COMMUNAUTAIRE.

Sont concernés les équipements suivants :

- ◆ La Trésorerie du Bassée-Montois ;
- ◆ Les locaux administratifs communautaires « Berges de Seine » à Bray-sur-Seine ;
- ◆ Le bâtiment « ATAC » à Mousseaux-les-Bray ;
- ◆ Tout équipement futur, d'intérêt communautaire, dans les domaines de compétence de la Communauté de Communes.

12. ELABORATION, ET SUIVI DES GRANDS PROJETS DE SEINE

- ◆ Mise à Grand Gabarit de la liaison fluviale entre Bray-sur-Seine et Nogent-sur-Seine ;
- ◆ Programme d'actions, sur le territoire communautaire, de prévention des inondations de la Seine.

13. AMENAGEMENT NUMERIQUE :

Conception, construction, exploitation et commercialisation d'infrastructures, de réseaux et de services locaux de communication électroniques et activités connexes à l'intention de tous les Seine-et-Marnais.

- ◆ Action développée en adhérant au syndicat mixte « Seine-et-Marne Numérique ».

14. TRANSPORTS

Etude, création, gestion et soutien en matière de transport collectif, dans le cadre des délégations consenties par le Syndicat des Transports d'Ile-de-France ;

- ◆ Circuits spéciaux de Transport scolaire ;
- ◆ Transport à la demande sur le territoire communautaire ;
- ◆ Lignes régulières de réseau de bassin.

15. DEVELOPPEMENT SOCIO-CULTUREL

- Elaboration et mise en œuvre du projet socio-culturel du territoire Bassée Montois ;
- ◆ Pour soutenir matériellement et financièrement le développement de la pratique ou des événements sportifs et culturels d'intérêt communautaire

16. SANTE

- ◆ Elaboration et suivi d'un projet de santé sur le territoire du Bassée-Montois, en partenariat avec les autres acteurs ;
- ◆ Construction, entretien et gestion, à Bray-sur-Seine, d'un bâtiment réservé aux professionnels de santé.

- **ARTICLE VI – RELATION AVEC DES COMMUNES ET DES TIERS**

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, la communauté de Communes pourra conventionner avec ses communes-membres et avec des tiers.

- **ARTICLE VII – RESSOURCES**

Aucune contribution n'est demandée aux communes, la communauté de communes ayant une fiscalité propre.

- **ARTICLE VII – COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

La communauté de communes est administrée par un conseil communautaire composé de délégués élus dans les conditions prévues au titre V du livre Ier du code électoral.

- **ARTICLE IX – COMPOSITION DU BUREAU**

Le bureau est composé du Président, des Vice-présidents et de membres élus par le conseil communautaire. Le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du conseil communautaire, dans les limites fixées par l'article L.5211-10 du code Général des Collectivités Territoriales.

- **ARTICLE X – COMPTABLE PUBLIC**

Les fonctions de Trésorier de la Communauté de Communes seront exercées par le comptable en fonction à la Trésorerie du Bassée-Montois sise à Bray-sur-Seine.

- **ARTICLE XI – AMPLIATION**

Une copie de ces statuts sera adressée pour approbation aux Conseils Municipaux des Communes membres de ladite Communauté de Communes.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, par 10 voix pour et 2 abstentions :

- **DECIDE** d'approuver les statuts de la Communauté de Communes BASSEE-MONTOIS.

Par ailleurs, Monsieur le Maire présente la démarche « Atelier des Territoires ». Cette démarche, portée par le ministère du logement et de l'habitat durable, s'appuie sur les valeurs du territoire, ses spécificités et les projets en cours, plutôt que sur les contraintes réglementaires. Sur l'ensemble des candidatures, 5 candidatures ont été retenues au niveau national, dont celle de la Communauté de Communes Bassée-Montois. Trois réunions ont déjà eu lieu, parmi les thèmes évoqués le problème des transports a été signalé.

Monsieur PHELIPPEAU confirme l'existence d'un réel problème de transport sur le secteur, et fait part des remarques suivantes :

- Le nouveau parking de la gare de Longueville est payant
- Le stationnement dans les rues de Longueville sera également payant

Ainsi, il faudra donc payer pour aller travailler.

- Il n'est pas tenu compte de l'augmentation de population, les moyens de transport sont donc insuffisants.
- Il faut compter 1 heure en bus pour faire le trajet Gouaix/Provins.

On se moque des gens. Nous sommes les abandonnés

Madame CHANTRAIT ajoute qu'en Ile-de-France, une nouvelle taxe est appliquée sur le prix de l'essence depuis le 1^{er} janvier 2017. C'est censé être destiné à l'amélioration des transports.

VII - Rapport annuel 2015 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif

Délibération n° 77208170107

Vu le rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'assainissement non collectif de l'exercice 2015,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **DECIDE** de prendre acte du rapport annuel 2015 sur le prix et la qualité du service public d'assainissement non collectif.

QUESTIONS DIVERSES :

Ecole élémentaire

Madame CHANTRAIT demande à Monsieur TAUSTE si la programmation des nouvelles chaudières a été vérifiée.

Monsieur TAUSTE répond que le réglage de l'horloge a bien été revu et que tout fonctionne bien.

Restaurant scolaire

Monsieur TAUSTE signale un problème de chauffage dans la nouvelle cantine. Les radiateurs n'ont pas été posés dans la laverie, aussi la température relevée un matin était de 4°. De plus, il fait froid dans la salle de restauration.

Il y a également un problème d'eau chaude.

Monsieur le Maire répond qu'il a été demandé à l'entreprise COUGNAUD de régler ces différents problèmes dans les meilleurs délais.

Logement communal impasse des Lilas

Monsieur ROUSSEL signale que le ballon d'eau chaude doit être changé.

Foyer Rural

Monsieur le Maire indique qu'un devis de l'entreprise FONTES-MOURET a été reçu pour la réfection du sol en carrelage ; le devis d'un menuisier est attendu.

Locaux Thomas

Monsieur le Maire présente un devis, s'élevant à 11 692,80 €, établi par l'entreprise FONTES-MOURET pour la réfection de la toiture.

Les membres du conseil approuvent ces travaux.

Entretien des espaces verts

Monsieur le Maire :

- Les travaux d'élagage ont été réalisés par l'entreprise TRIPE.
- L'entretien des abords de la mairie a été confié à l'ADAPEI, cette association sera également chargée de l'entretien du terrain de boules.

L'ordre du jour étant épuisé, Monsieur le Maire lève la séance à 21H50.

Nom	Prénom	Signature	Motif de l'absence	Pouvoir donné à
FENOT	Jean-Paul			Mme Laure VERRIER
CHANTRAIT	Françoise			
BOUCHARIN	Philippe			
VERRIER	Laure			
GRIFFE	Joël			
MAZANKINE	Ana			
COURTOIS	Dominique			

TAUSTE	Pedro			
VOISIN	Christine			
ROUSSEL	Michel			
IDRISSOU	Razak			Mme Françoise CHANTRAIT
VOISIN	Sandrine		Sans	
PHELIPPEAU	Stéphane			
LEONARD	Hélène		Absence excusée	
LAMOTHE	Frédéric		Sans	